

S42A1  
C33  
2002/03  
1  
QL  
P. gouv.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

2003-

# ÉTUDE DES CRÉDITS

CAHIER EXPLICATIF  
DES CRÉDITS

AVRIL 2002

Québec 

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

2003-

# ÉTUDE DES CRÉDITS

CAHIER EXPLICATIF  
DES CRÉDITS

AVRIL 2002

Québec 

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS**  
**Étude des crédits 2002-2003**

**TABLE DES MATIÈRES**

	page
Sommaire des crédits et de l'effectif	3
Budget 2001-2002	4
<b>Programme 01</b>	<b>Sécurité, prévention et gestion interne</b>
Programme 01.01	5
Programme 01.02	10
Programme 01.03	15
Programme 01.04	20
Programme 01.05	25
Programme 01.06	30
<b>Programme 02</b>	<b>Sûreté du Québec</b>
Programme 02.01	35
Programme 02.02	35
<b>Programme 03</b>	<b>Organismes relevant du ministre</b>
Programme 03.01	40
Programme 03.02	45
Programme 03.03	50
Programme 03.04	55
Programme 03.05	60

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DE L'EFFECTIF

PROGRAMMES / ÉLÉMENTS		Crédits initiaux 2002-2003 (k\$)	Crédits comparatifs 2001-2002 (k\$)	Effectif total (ÉTC) 2002-2003	Effectif total [1] (ÉTC) 2001-2002
01	Sécurité, prévention et gestion interne				
01-01	Direction et services supports à la gestion	19 221,1	18 500,1	274	273
01-02	Services correctionnels	163 507,7	162 486,4	2 745	2 745
01-03	Expertises judiciaires	6 528,5	6 462,7	120	119
01-04	Affaires policières et sécurité-protection	58 569,9 [2]	40 019,7	372	371
01-05	Sécurité civile et sécurité-incendie	19 946,8 [3]	16 419,7	171	171
01-06	Éléments de gestion centrale	102 377,1	100 958,9	25	30
Total programme 01		370 151,1	344 847,5	3 707	3 709
02	Sûreté du Québec				
02-01	Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	218 397,7	211 451,9	1 744	1 996
02-02	Gestion interne et soutien	175 615,6	180 109,7	888	888
Total programme 02		394 013,3 [4]	391 561,6 [4]	2 632 [5]	2 884
03	Organismes relevant du ministre				
03-01	Régie des alcools, des courses et des jeux	12 531,7	12 181,3	207	207
03-02	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 745,8	2 710,2	33	33
03-03	Bureau du coroner	6 205,2	6 154,2	48	48
03-04	Commissaire à la déontologie policière	2 878,6	2 835,6	42	42
03-05	Comité de déontologie policière	1 897,6	1 875,1	22	22
Total programme 03		26 258,9	25 756,4	352	352
GRAND TOTAL		790 423,3	762 165,5	6 691	6 945
ÉCART TOTAL		28 257,8		(254)	
EN %		3,7%		(3,7%)	

[1] L'ajout d'ÉTC concernant diverses décisions du SCT (ajout de cadres intermédiaires, commerce illégal du tabac, réforme du bingo, gestion et contrôle des licences d'appareils de loterie vidéo) ainsi que certain transfert de poste entre ministères et organismes du gouvernement ont été pris en compte dans le calcul de l'effectif comparatif 2001-2002.

[2] Comprend en 2002-2003, 1 939,6 k\$ en crédits permanents pour la sécurité à l'Assemblée nationale.

[3] Comprend en 2002-2003, 4 404,2 k\$ en crédits permanents pour l'aide aux sinistrés.

[4] Sûreté du Québec

	2002-2003 M\$	2001-2002 M\$
Crédits votés au programme 02	394,0	391,6
Revenus du Fonds des services de police provenant principalement de la tarification des services de base aux municipalités	186,0	117,3
Dépenses reliées à l'Administration de la Loi sur les armes à feu comptabilisées dans un compte à fin déterminée extrabudgétaire et remboursées par le gouvernement fédéral	13,9	16,5
Budget d'investissements du Fonds des services de police	15,0	9,1
Total du niveau d'activités de la Sûreté du Québec	608,9	534,5

[5] Excluant les effectifs de la SQ contribuant aux activités du Fonds des services de police, soit 2 814 ÉTC totaux (policiers et civils) pour l'exercice 2002-2003 et 2 562 ÉTC totaux pour celui 2001-2002.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

BUDGET 2002-2003

CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

SUPERCATÉGORIES	2002-2003		2001-2002		VARIATION	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%
RÉMUNÉRATION	378 664,4	47,9%	397 154,4	52,1%	-18 490,0	-4,7%
FONCTIONNEMENT	232 856,5	29,5%	220 901,9	29,0%	11 954,6	5,4%
AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	145 818,2	18,4%	109 631,1	14,4%	36 187,1	33,0%
TRANSFERT	32 767,4	4,1%	23 183,2	3,0%	9 584,2	41,3%
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES	31,0	0,0%	31,0	0,0%		
BUDGET DES DÉPENSES	790 137,5	100,0%	750 901,6	98,5%	39 235,9	5,2%
IMMOBILISATIONS	19 498,6	2,5%	28 218,0	3,7%	-8 719,4	-30,9%
PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES	61,4	0,0%	61,4	0,0%	0,0	0,0%
BUDGET D'INVESTISSEMENT	19 560,0	2,5%	28 279,4	3,7%	-8 719,4	-30,8%
MOINS : AMORTISSEMENT	(19 274,2)	(2,4%)	(17 015,5)	(2,2%)	(2 258,7)	13,3%
TOTAL DES CRÉDITS	790 423,3	100,0%	762 165,5	100,0%	28 257,8	3,7%

Identification	Titre
Programme	Sécurité, prévention et gestion interne
Élément	Direction et services supports à la gestion
Responsables	M. Luc Crépeault, sous-ministre M. Rodrigue Desmeules, sous-ministre associé aux services à la gestion M. Georges Beauchemin, directeur général de la coordination et de la planification

MANDAT

Outre le Cabinet du ministre, dont le mandat vise notamment à déterminer les orientations ministérielles, ce programme regroupe le Bureau du sous-ministre, la Direction générale de la coordination et de la planification, la Direction générale des services à la gestion et la Direction des affaires juridiques.

LE BUREAU DU SOUS-MINISTRE

Le Bureau du sous-ministre coordonne l'ensemble des activités du Ministère et conseille le ministre dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées par la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., c. M-19.3) et toutes les autres lois ayant des incidences sur la gestion du Ministère. Il est également responsable des activités de vérification interne et des enquêtes.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COORDINATION ET DE LA PLANIFICATION

La Direction générale de la coordination et de la planification coordonne les dossiers à portée ministérielle dans les secteurs suivants : relations interministérielles, affaires fédérales-provinciales, coopération internationale, accès à l'information et protection des renseignements personnels. Elle assure également les fonctions reliées à la planification stratégique et au développement des politiques ministérielles.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À LA GESTION

La Direction générale des services à la gestion coordonne les dossiers à portée ministérielle en plus de conseiller les autorités ministérielles ainsi que l'ensemble des gestionnaires en matière de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles. Elle met à la disposition de l'organisation un ensemble de services administratifs spécialisés en vue de faciliter la réalisation de la mission du Ministère. Cette direction générale est composée des unités administratives suivantes :

La Direction du personnel et des ressources financières

Cette direction assiste et conseille les autorités du Ministère et les gestionnaires en matière d'organisation administrative, de développement organisationnel, de suivi et de gestion des ressources humaines et de conditions de travail des employés. Elle coordonne les activités de planification budgétaire et assure également la coordination du plan annuel des dépenses et des revenus.

La Direction des technologies de l'information et des acquisitions

Cette direction conseille le Ministère et les utilisateurs en vue d'une gestion optimale des nouvelles technologies de l'information. Elle est responsable du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et bureautiques, de l'élaboration des procédés et méthodes et de la gestion de l'infrastructure technologique du Ministère. Elle assure aussi la coordination du cadre réglementaire d'adjudication des contrats, de l'approvisionnement et de la téléphonie. Elle est également responsable de l'acquisition des immobilisations pour l'ensemble des directions du Ministère.

La Direction des communications

La Direction des communications assiste et conseille les autorités du Ministère sur les orientations et les stratégies de communication. Elle a également des responsabilités en matière de gestion documentaire. De plus, cette direction informe la population en général et certaines clientèles cibles sur les lois, les règlements et les programmes du Ministère et offre des services conseils et de soutien en matière de communications aux directions générales du Ministère.

La Direction de la modernisation

Cette direction a pour mandat d'assurer le leadership ministériel pour garantir une adaptation continuelle aux nouvelles réalités gouvernementales. À cette fin, elle assure une expertise continue dans les différentes matières reliées à la modernisation de l'État et aux autres grands dossiers ministériels tels le projet GIRES, le développement de l'inforoute, la gestion par résultats et la Déclaration de service aux citoyennes et citoyens.

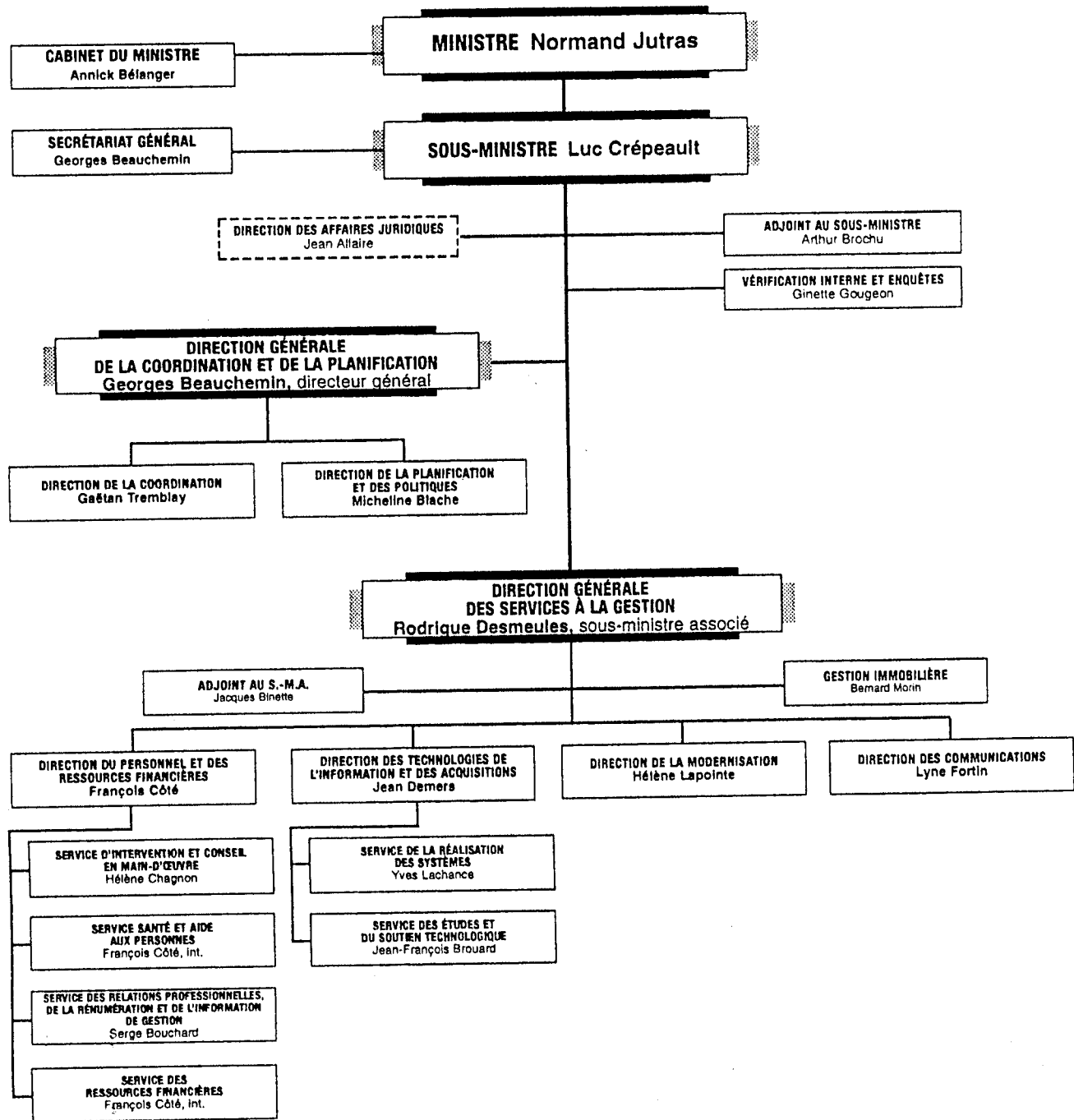
Le Service de la gestion immobilière

Ce service a pour mandat de conseiller les autorités du Ministère et d'assister les gestionnaires au regard de leurs projets immobiliers.

LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Sous la responsabilité du ministère de la Justice, cette direction fournit les services juridiques sur toutes les matières relevant du ministère de la Sécurité publique, ce qui implique notamment de formuler des avis, de préparer la législation et d'assurer le suivi des dossiers à incidence légale.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	5	5	-	-
Cadres supérieurs	12	10	2	20,0
Cadres intermédiaires	3	3	-	-
Professionnels	108	107	1	0,9
Techniciens	88	88	-	-
Personnel de bureau	50	51	( 1)	(2,0)
Agents de la paix				
Ouvriers	3	3	-	-
Effectif régulier autorisé	269	267	2	0,7
Effectif total autorisé	274	273	1	0,4

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité, prévention et gestion interne			
ÉLÉMENT:	Direction et services supports à la gestion			
RESPONSABLES:	M. Luc Crépeault, sous-ministre M. Rodrigue Desmeules, sous-ministre associé aux services à la gestion M. Georges Beauchemin, secrétaire général et directeur général de la coordination et de la planification			
Supercatégorie	Crédits 2002-2003	Crédits comparatifs 2001-2002	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	15 116,4	14 401,5	714,9	5,0
Fonctionnement	3 868,3	3 862,2	6,1	,2
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	226,4	226,4		
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	19 211,1	18 490,1	721,0	3,9
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	10,0	10,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,0	10,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	19 221,1	18 500,1	721,0	3,9
Effectif régulier autorisé	269	267	2	0,7
Effectif total autorisé	274	273	1	0,4



ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 721,0		
. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	246,5	
. Lutte au crime organisé	183,3	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(9,0)	
		420,8
Autre ajustement :		
. Réallocation entre programmes		300,2
Total des variations budgétaires		721,0

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération: 714,9

. Ajustements du SCT :			
. Augmentation salariale	246,5		
. Lutte au crime organisé	183,3		
		429,8	
. Autre ajustement :			
. Réallocation entre programmes		285,1	
			714,9

Fonctionnement: 6,1

. Ajustements du SCT :			
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)		(9,0)	
. Autre ajustement :			
. Réallocation entre programmes		15,1	
			6,1

Total des variations budgétaires 721,0

Identification	Titre
Programme	Sécurité, prévention et gestion interne
Élément	Services correctionnels
Responsable	M. Louis Dionne, sous-ministre associé

MANDAT

En tant que composante du système de justice pénale, la Direction générale des services correctionnels travaille en étroite association avec ses partenaires de la communauté, afin :

- d'éclairer les intervenants judiciaires sur tous les aspects devant permettre l'imposition des mesures non sentencielles et sentencielles appropriées aux personnes reconnues coupables d'un crime;
- d'administrer les décisions du tribunal et les demandes des autres intervenants judiciaires en favorisant, auprès des personnes qui lui sont confiées, la prise en charge de leurs responsabilités et ce, dans le respect de leurs droits;
- de travailler activement à la réinsertion sociale des personnes contrevenantes.

La Direction générale des services correctionnels (DGSC) applique la *Loi sur les services correctionnels du Québec* et ses règlements, certains articles du *Code criminel*, du *Code de procédure pénale* et de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus*.

La Direction générale est sous la responsabilité du sous-ministre associé, qui est secondé par douze directeurs régionaux. Les directions régionales assument la gestion des services correctionnels fournis dans une région, notamment en suscitant la participation de la communauté à la réinsertion sociale des contrevenants sous leur responsabilité et en s'assurant de la qualité des services à la clientèle. Le sous-ministre associé et les directions régionales sont appuyés et conseillés par quatre unités administratives, le Bureau du sous-ministre associé, la Direction de l'administration, la Direction des programmes et du soutien en réseau et le Service de la sécurité. Le Comité de gestion de la DGSC, présidé par le sous-ministre associé, soutient le sous-ministre associé dans sa prise de décision en matière d'orientation, de politiques et de programmes correctionnels ainsi qu'au regard du positionnement de l'organisation au sein du système de justice pénale.

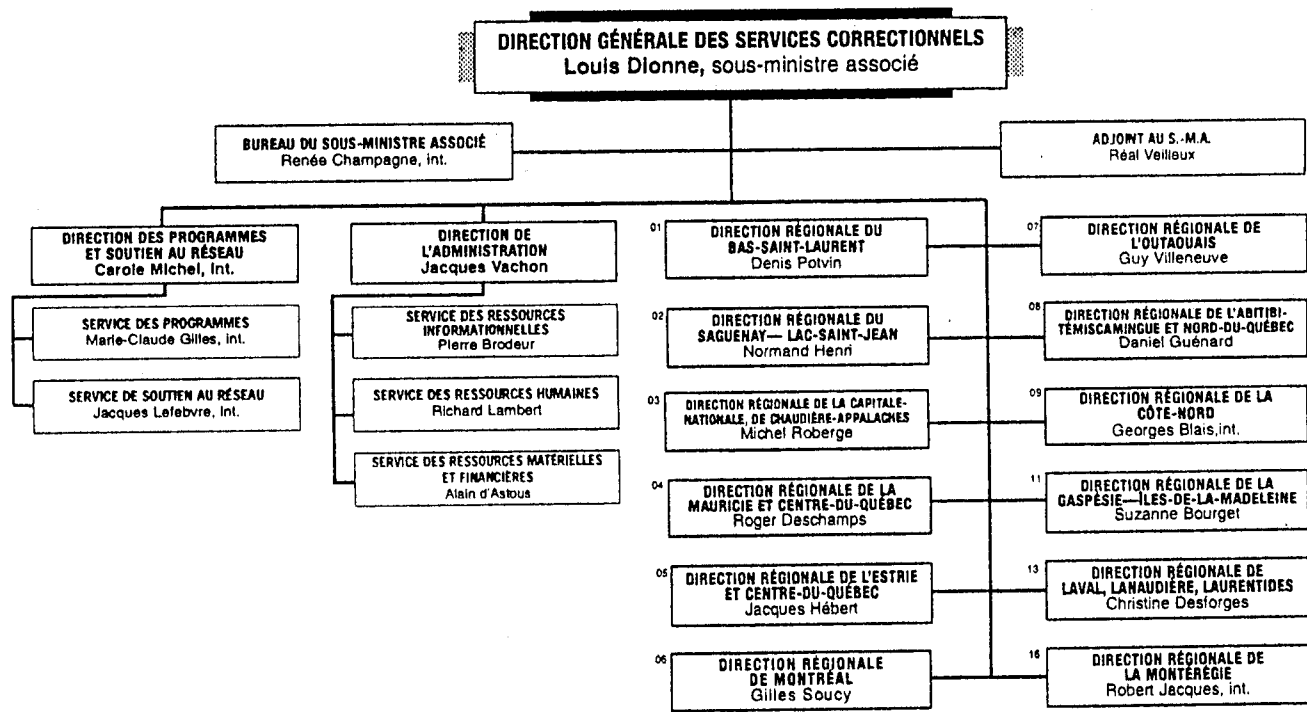
La prestation de services correctionnels sur l'ensemble du territoire est assurée par dix-huit établissements de détention et treize directions de l'évaluation et des services en milieu ouvert. Les établissements de détention sont responsables des programmes de garde, d'hébergement, d'encadrement et d'accompagnement des personnes prévenues et des personnes condamnées à une incarcération de moins de deux ans. Ils assurent le transport, les escortes et l'encadrement nécessaires pour les comparutions à la cour et les transferts vers d'autres établissements de détention et hospitaliers.

Les directions de l'évaluation et des services en milieu ouvert sont responsables des activités touchant l'éclairage à la cour, l'évaluation des personnes contrevenantes, l'élaboration des plans d'intervention correctionnels et des activités d'encadrement et d'accompagnement des personnes contrevenantes en milieu ouvert.

Afin de remplir adéquatement sa mission, le ministère de la Sécurité publique s'est doté d'un plan stratégique pour les années 2001-2004 comportant les objectifs suivants pour la DGSC :

- Soutenir la réinsertion des personnes contrevenantes en milieu ouvert.
- Améliorer les prestations de services aux clientèles spécifiques du réseau correctionnel.
- Améliorer les mécanismes de prévention du suicide chez les personnes incarcérées.
- Améliorer la qualité et la disponibilité de l'information sur la clientèle détenue pour fins de décision d'une remise en liberté.
- Améliorer les services de réinsertion sociale rendus avec les partenaires.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État				
Cadres supérieurs	17	17	-	-
Cadres intermédiaires	284	285	( 1 )	(0,4)
Professionnels	419	413	6	1,5
Techniciens	48	48	-	-
Personnel de bureau	258	256	2	0,8
Agents de la paix	1506	1513	( 7 )	(0,5)
Ouvriers	125	125	-	-
Effectif régulier autorisé	2657	2657	-	-
Effectif total autorisé	2745	2745	-	-

## SOMMAIRE DES CRÉDITS

<b>PROGRAMME:</b>	<i>Sécurité, prévention et gestion interne</i>			
<b>ÉLÉMENT:</b>	<i>Services correctionnels</i>			
<b>RESPONSABLE:</b>	<i>M. Louis Dionne, sous-ministre associé</i>			
<i>Supercatégorie</i>	<i>Crédits 2002-2003</i>	<i>Crédits comparatifs 2001-2002</i>	<i>Augmentation (diminution) k\$ %</i>	
<i>Rémunération</i>	128 708,3	127 732,0	976,3	,8
<i>Fonctionnement</i>	34 789,4	34 744,4	45,0	0,1
<i>Affectation à un fonds spécial</i>				
<i>Transfert</i>				
<i>Provision pour créances douteuses</i>				
<b>BUDGET DES DÉPENSES</b>	163 497,7	162 476,4	1 021,3	0,6
<i>Immobilisations</i>				
<i>Prêts, placements et avances</i>	10,0	10,0		
<b>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>	10,0	10,0		
<i>Moins: Amortissement</i>				
<b>TOTAL :</b>	163 507,7	162 486,4	1 021,3	0,6
<i>Effectif régulier autorisé</i>	2 657	2 657		
<i>Effectif total autorisé</i>	2 745	2 745		

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 1 021,3

. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	2359,7	
. Convention collective des ASC	3969,8	
. Lutte au crime organisé	900,0	
. Ajout de cadres intermédiaires (annualisation de la récurrence 2001-2002)	15,7	
. Mesures de réduction de dépenses	(5400,0)	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(160,0)	
	<hr/>	1 685,2
. Autre ajustement :		
. Réallocation entre programmes		(663,9)

**Total des variations budgétaires****1 021,3**

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération: 976,3

. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	2 359,7	
. Convention collective des ASC	3 969,8	
. Lutte au crime organisé	900,0	
. Ajout de cadres intermédiaires (annualisation de la récurrence 2001-2002)	32,5	
. Mesures de réduction de dépenses	(5 400,0)	
	<hr/>	1 862,0
. Autre ajustement :		
. Réallocation entre programmes		(885,7)
		<hr/>
		976,3

Fonctionnement: 45,0

. Ajustements du SCT:		
. Ajout de cadres intermédiaires (non récurrence 2001-2002)	(16,8)	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(160,0)	
	<hr/>	(176,8)
. Autre ajustement :		
. Réallocation entre programmes		221,8
		<hr/>
		45,0

Total des variations budgétaires

1 021,3

Identification	Titre
Programme	Sécurité, prévention et gestion interne
Élément	Expertises judiciaires
Responsables	M. Régis Larrivée, sous-ministre associé M. Yves Ste-Marie, directeur du Laboratoire

**MANDAT**

Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale de la Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité a pour mandat d'effectuer, à des fins d'administration de la justice et de soutien aux enquêtes policières et judiciaires, des expertises impartiales dans différents domaines hautement spécialisés. Le système judiciaire en place au Québec étant basé sur la présomption d'innocence, cette direction doit fournir le support nécessaire à l'administration de la justice, notamment par l'entremise d'expertises judiciaires. C'est ainsi que le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale recueille des éléments de preuve et d'expertise judiciaire dans le domaine de la médecine légale, des sciences judiciaires, de la toxicologie et de l'alcool, de la chimie, de la physique, de la biologie et de l'expertise comptable.

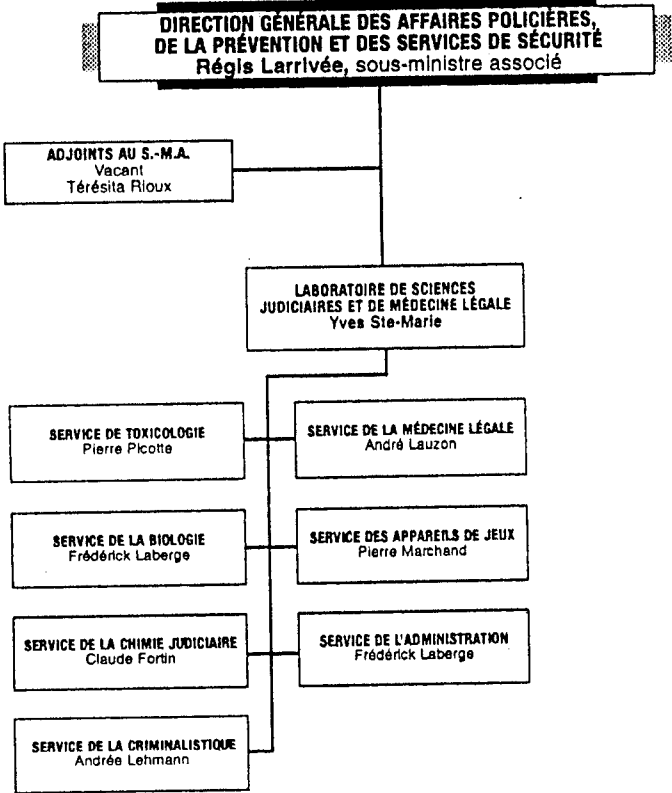
En plus de soutenir les enquêtes policières, les résultats des expertises peuvent conduire à innocenter des suspects et à éviter que des accusations préjudiciables ne soient portées contre eux.

Le Laboratoire a amélioré de façon significative au cours des dernières années son expertise en matière de production de la preuve par le recours à une nouvelle technologie en matière d'analyse de l'ADN humain. Il se met aussi au diapason des autres juridictions nord-américaines et pourra participer à l'échange d'information avec ces dernières.

Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale participe également au processus garantissant l'intégrité du fonctionnement des appareils de jeux pour les casinos d'État et le système public de loterie vidéo. Il est responsable de la certification des jeux et des prototypes d'appareils, de même que de la vérification des jeux et des appareils à l'issue de leur fabrication ou lorsque des modifications y sont apportées.



ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État				
Cadres supérieurs	1	1	-	-
Cadres intermédiaires	4	4	-	-
Professionnels	56	58	( 2)	(3,4)
Techniciens	38	36	2	5,6
Personnel de bureau	21	20	1	5,0
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	120	119	1	0,8
Effectif total autorisé	120	119	1	0,8

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité, prévention et gestion interne			
ÉLÉMENT:	Expertises judiciaires			
RESPONSABLES:	M. Régis Larrivée, sous-ministre associé M. Yves Ste-Marie, directeur du Laboratoire			
Supercatégorie	Crédits 2002-2003	Crédits comparatifs 2001-2002	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
Rémunération	5 174,3	5 079,7	94,6	1,9
Fonctionnement	1 354,2	1 383,0	( 28,8)	( 2,1)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	6 528,5	6 462,7	65,8	1,0
Immobilisations				
Prêts, placements et avances				
BUDGET D'INVESTISSEMENTS				
Moins: Amortissement				
TOTAL :	6 528,5	6 462,7	65,8	1,0
Effectif régulier autorisé	120	119	1	0,8
Effectif total autorisé	120	119	1	0,8

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 65,8		
. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	94,6	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(10,8)	
		83,8
. Autre ajustement:		
. Réallocation entre programmes		(18,0)
Total des variations budgétaires		65,8

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

**Rémunération: 94,6**

- . Ajustement du SCT :
- . Augmentation salariale 94,6

**Fonctionnement: (28,8)**

- . Ajustement du SCT :
- . Retrait de la tarification de la DGA (SCT) (10,8)
- . Autre ajustement :
- . Réallocation entre programmes (18,0)
- \_\_\_\_\_ (28,8)

**Total des variations budgétaires****65,8**

Identification	Titre
Programme	Sécurité, prévention et gestion interne
Élément	Affaires policières et sécurité-protection
Responsable	M. Régis Larrivée, sous-ministre associé

**MANDAT**

La Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité a pour mandat de conseiller les autorités du ministère en matière d'organisation policière, de prévention de la criminalité et de sécurité publique.

À cette fin, la direction générale est chargée d'élaborer et de proposer des politiques applicables en ces domaines. Elle veille à l'application des lois relatives au milieu policier et favorise la promotion de la coordination de l'action policière et du milieu de la prévention. Également, la direction générale délivre, renouvelle, suspend ou révoque les permis d'agences d'investigation ou de sécurité. De plus, elle est chargée d'assurer le transport et la protection des membres du Conseil exécutif et la sécurité de certains édifices gouvernementaux. Enfin, la direction générale gère le programme de services policiers en milieu autochtone et assume la coordination des actions ministérielles concernant les communautés autochtones.

La direction générale comprend quatre unités administratives : la Direction des affaires policières et de la prévention de la criminalité, la Direction des services de sécurité et de protection, la Direction du Service général d'inspection des corps policiers et le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, qui fut transformé en 1996-1997 en unité autonome de services.

**La Direction des affaires policières et de la prévention de la criminalité**

La Direction des affaires policières et de la prévention de la criminalité est responsable de l'application des dispositions de la *Loi sur la police* (L.Q., 2000, chapitre 12) relatives à l'établissement, au maintien ou à l'abolition d'un corps de police ou à la diminution de son effectif. Elle conseille les autorités du Ministère relativement à la conclusion d'ententes intermunicipales et aux demandes d'enquête sur les services de police qui sont soumises à l'approbation du ministre. Elle prépare également les dossiers relatifs aux permis d'agences d'investigation ou de sécurité ainsi que pour la nomination des constables spéciaux. De plus, elle favorise la coordination des activités policières, notamment à la suite des questions soulevées par les tribunaux ou le Bureau du coroner, ou encore à la suite de l'adoption de différentes lois par l'Assemblée nationale. Elle exerce aussi ses fonctions en favorisant le développement et la promotion de la prévention de la criminalité au Québec et elle coordonne l'action des différents partenaires impliqués en ce domaine.

**La Direction des services de sécurité et de protection**

La Direction des services de sécurité et de protection a un double mandat. En premier lieu, elle assure la sécurité et le maintien de l'ordre dans les palais de justice et dans certains édifices gouvernementaux. Deuxièmement, elle assure la protection et le transport des membres du Conseil exécutif et de différentes personnalités.

**La Direction du service général d'inspection des corps policiers**

Le Direction du service général d'inspection des corps policiers assume l'inspection de l'administration de l'ensemble des corps de police du Québec ainsi que les activités de leurs membres et des constables spéciaux.

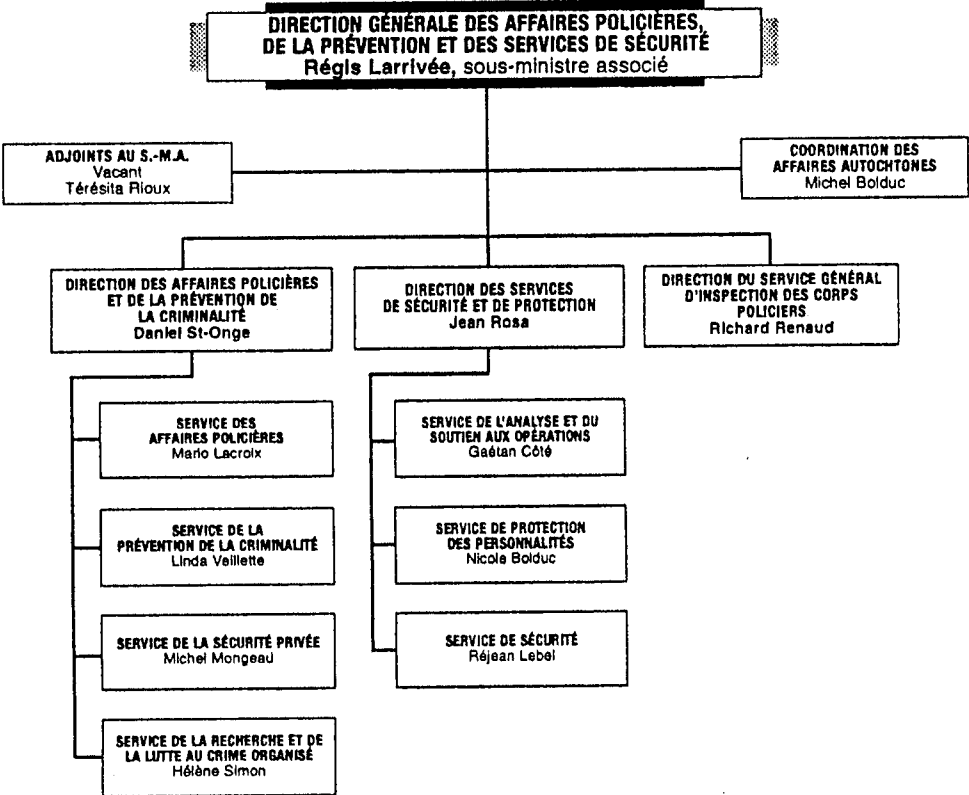
**Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale**

Le mandat de cette unité administrative est décrit au programme 01, élément 03.

**La Coordination des affaires autochtones**

Ce programme permet la création, le maintien, la prestation et le financement des services policiers dans les communautés autochtones (services de police, constables spéciaux et corps de police). Pour ce faire, des ententes tripartites sont négociées entre le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral et les Premières Nations. Jusqu'à maintenant, une trentaine d'ententes sont en vigueur et touchent cinquante-deux des cinquante-cinq communautés autochtones du Québec. La Coordination des affaires autochtones agit également comme conseillère auprès des autorités du ministère pour toute problématique de sécurité publique dans les communautés et assume par ailleurs un rôle de liaison en matière autochtone.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État				
Cadres supérieurs	4	4	-	-
Cadres intermédiaires	13	13	-	-
Professionnels	47	45	2	4,4
Techniciens	9	9	-	-
Personnel de bureau	31	31		
Agents de la paix	266	267	( 1)	(0,4)
Ouvriers	1		1	
Effectif régulier autorisé	371	369	2	0,5
Effectif total autorisé	372	371	1	0,3

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité, prévention et gestion interne			
ÉLÉMENT:	Affaires policières et sécurité-protection			
RESPONSABLE:	M. Régis Larrivée, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 2002-2003	Crédits comparatifs 2001-2002	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
Rémunération	18 830,9	17 710,7	1 120,2	6,3
Fonctionnement	15 935,7	5 555,7	10 380,0	186,8
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	23 793,3	16 743,3	7 050,0	42,1
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	58 559,9	40 009,7	18 550,2	46,4
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	10,0	10,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,0	10,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	58 569,9	40 019,7	18 550,2	46,4
Effectif régulier autorisé	371	369	2	0,5
Effectif total autorisé	372	371	1	0,3

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 18 550,2

## . Ajustements du SCT :

. Augmentation salariale	323,3	
. Subvention à l'École nationale de police du Québec (Mesures du discours sur le budget 2000-2001)	1 400,0	
. Ville de Montréal - Lutte antiterroriste	15 000,0	
. Ententes de services policiers autochtones	650,0	
. Sécurité des édifices gouvernementaux (Mesures du discours sur le budget 2001-2002)	483,7	
. Lutte au crime organisé	170,0	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(14,6)	
. Autres	0,8	
		<hr/>
		18 013,2

## . Autre ajustement :

. Réallocation entre programmes		537,0
---------------------------------	--	-------

**Total des variations budgétaires**

---

**18 550,2**



**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

**Rémunération: 1 120,2**

. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	323,3	
. Lutte au crime organisé	170,0	
. Sécurité des édifices gouvernementaux	326,8	
(Mesures du discours sur le budget 2001-2002)		
. Commerce illégal du tabac (annualisation de la	19,3	
récurrence 2001-2002)		839,4
. Autre ajustement :		283,1
. Réallocation entre programmes		
		(2,3)
. Réaménagement entre supercatégories		
		<u>1 120,2</u>

**Fonctionnement: 10 380,0**

. Ajustements du SCT :		
. Commerce illégal du tabac (non récurrence 2001-2002)	(18,5)	
. Sécurité des édifices gouvernementaux	156,9	
(Mesures du discours sur le budget 2001-2002)		
. Ville de Montréal - Lutte antiterroriste	10 000,0	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(14,6)	
		<u>10 123,8</u>
. Autre ajustement :		253,9
. Réallocation entre programmes		
		2,3
. Réaménagement entre supercatégories		
		<u>10 380,0</u>

**Transfert : 7 050,0**

. Ajustements du SCT :		
. Subvention à l'École nationale de police du Québec	1 400,0	
( Mesures du discours sur le budget 2000-2001)		
. Entente de services policiers autochtones	650,0	
. Subvention à Ville de Montréal - Lutte antiterroriste	5 000,0	
		<u>7 050,0</u>

**Total des variations budgétaires****18 550,2**

Identification	Titre
Programme	Sécurité, prévention et gestion interne
Élément	Sécurité civile et sécurité incendie
Responsable	M. Denis Racicot, sous-ministre associé

**MANDAT**

La Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie a pour mandat d'assurer la mise en place des mesures et d'activités qui permettent de prévenir les événements pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes et causer des dommages aux biens; de réduire les effets de ces événements s'ils se produisent malgré tout et de faciliter le retour à la vie normale. L'essentiel de sa vocation se traduit par des activités de planification, de coordination, d'expertise, d'intervention, de formation et d'assistance financière.

Ces activités sont réalisées par son personnel et, au besoin, par les ministères et organismes membres de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. De plus, les municipalités locales et régionales sont des partenaires importants de la direction générale pour la réalisation de son mandat, tant en sécurité incendie qu'en sécurité civile.

Quatre unités administratives travaillent à la réalisation du mandat de cette direction générale, soit la Direction des opérations territoriales de la sécurité civile, la Direction des orientations en sécurité civile, la Direction de la sécurité incendie et la Direction de l'assistance financière et du soutien administratif. En outre, sept directions régionales, relevant de la Direction des opérations territoriales, assurent le suivi des activités de sécurité civile sur le territoire québécois.

**La Direction des orientations en sécurité civile**

Cette direction possède un double mandat à l'intérieur de la Direction générale : concevoir et mettre en œuvre les orientations stratégiques gouvernementales en matière de sécurité civile au Québec et assister dans leur travail de prévention, de formation et d'intervention en cas d'urgence, les différents partenaires concernés à tous les niveaux d'intervention de la sécurité civile.

- Ses rôles
  - Regrouper la pensée gouvernementale;
  - Dégager les cibles stratégiques ministérielles;
  - Encadrer la coordination interministérielle;
  - Encadrer l'approche de formation;
  - Évaluer les résultats de l'action gouvernementale;
  - Encourager l'atteinte des objectifs (moyens).

**La Direction des opérations territoriales de la sécurité civile**

Cette direction planifie et coordonne les activités de sécurité civile. Elle compte sept directions régionales présentes en autant de points de service où sont offerts, aux municipalités du Québec, les conseils et l'information dont elles ont besoin dans leurs démarches pour planifier la sécurité civile sur leur territoire. Outre son rôle de soutien aux autorités municipales en prévention dans le secteur de la sécurité civile, ses activités visent à assurer l'état de préparation et une organisation efficace des interventions requises sur les lieux de sinistres. De plus, cette direction est responsable du maintien du système d'alerte du Québec permettant de mobiliser et de coordonner les ressources gouvernementales lors de sinistres.

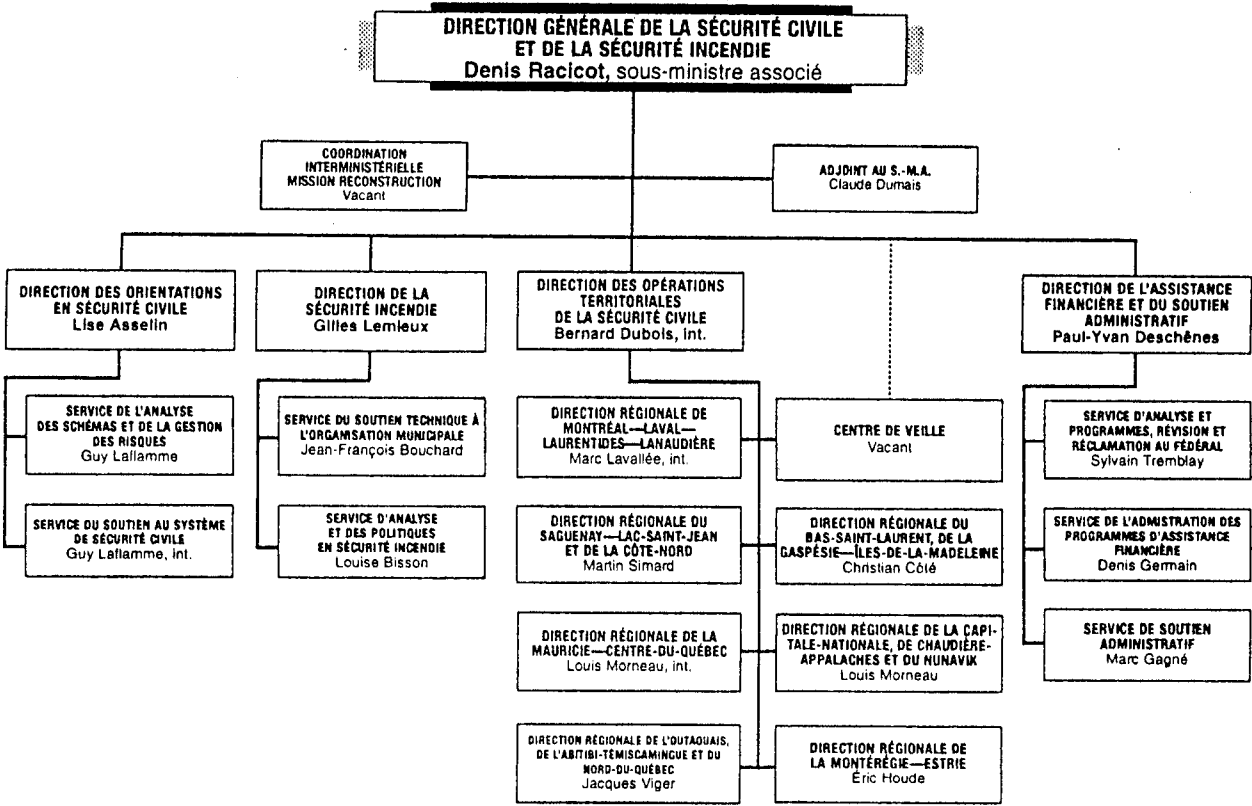
**La Direction de la sécurité incendie**

Cette directions planifie, coordonne, dirige et contrôle les activités de sécurité incendie. Elle maintient une banque de données lui permettant de produire un rapport statistique annuel en matière d'incendie. Elle conçoit aussi des politiques et des programmes et donne des avis, notamment sur les projets de protocole d'entente entre les municipalités portant sur la protection incendie. Enfin, elle voit à la diffusion de renseignements et de conseils à l'intention des municipalités et du public en général sur les moyens de prévenir les incendies, particulièrement par le biais d'une campagne annuelle de prévention des incendies.

**La Direction de l'assistance financière et du soutien administratif**

En vertu des dispositions de la *Loi sur la sécurité civile*, adoptée en décembre 2001, cette direction analyse les demandes d'aide financière et technique en provenance des personnes morales ou physiques qui ont subi un préjudice lors d'un sinistre ou dont la vie et les biens sont menacés. Le cas échéant, elle élabore et administre les programmes d'assistance financière adoptés par le gouvernement, coordonne le processus de révision et représente le gouvernement du Québec auprès du Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile en ce qui concerne les réclamations relatives aux programmes d'assistance financière. De plus, cette direction assure le support requis en matière de ressources financières, matérielles et humaines pour l'ensemble de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	1	-	-
Cadres supérieurs	13	8	-	-
Cadres intermédiaires		3	( 3)	-
Professionnels	115	129	( 14)	(10,9)
Techniciens	13	14	( 1)	(7,1)
Personnel de bureau	30	17	13	76,5
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	172	172	-	-
Effectif total autorisé	172	172	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité, prévention et gestion interne			
ÉLÉMENT:	Sécurité civile et sécurité-incendie			
RESPONSABLE:	M. Denis Racicot, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 2002-2003	Crédits comparatifs 2001-2002	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
Rémunération	9 649,0	8 674,2	974,8	11,2
Fonctionnement	1 796,3	1 778,2	18,1	1,0
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	8 497,0	5 962,8	2 534,2	42,5
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	19 942,3	16 415,2	3 527,1	21,5
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	4,5	4,5		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	4,5	4,5		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	19 946,8	16 419,7	3 527,1	21,5
Effectif régulier autorisé	172	172		
Effectif total autorisé	172	172		

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 3 527,1

## . Ajustements du SCT :

. Augmentation salariale	133,3	
. CBRN et centre de veille ( Mesures du discours sur le budget 2001-2002)	1 137,3	
. Réforme de la sécurité incendie (2000-2001)	2 330,0	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(2,9)	
. Autres	(23,7)	
	<hr/>	3 574,0

## . Autre ajustement :

. Réallocation entre programmes	(46,9)
---------------------------------	--------

**Total des variations budgétaires****3 527,1**

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

**Rémunération: 974,8**

. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	133,3	
. CBRN et centre de veille (Mesures du discours sur le budget 2001-2002)	887,7	
. Autres	0,7	
	<hr/>	1 021,7
. Autre ajustement :		
. Réallocation entre programmes		(46,9)
		<hr/>
		974,8

**Fonctionnement: 18,1**

. Ajustements du SCT :		
. CBRN et centre de veille (Mesures du discours sur le budget 2001-2002)	45,4	
. Relocalisation du dépôt pétrolier et expansion du village Salluit (non récurrence 2001-2002)	(24,4)	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(2,9)	
	<hr/>	18,1

**Transfert : 2 534,2**

. Ajustements du SCT :		
. CBRN (Mesures du discours sur le budget 2001-2002)	204,2	
. Réforme de la sécurité incendie (récurrence 2000-2001)	2 330,0	
	<hr/>	2 534,2

**Total des variations budgétaires****3 527,1**

Identification	Titre
Programme	Sécurité, prévention et gestion interne
Élément	Éléments de gestion centrale
Responsables	M. Luc Crépeault, sous-ministre M. Rodrigue Desmeules, sous-ministre associé aux services à la gestion

**MANDAT**

Cet élément de programme regroupe certaines dépenses imputées centralement pour fin d’allègement administratif. Il s’agit des contributions du Ministère à titre d’employeur, du budget d’investissements et de la dépense afférente en amortissement, du coût du loyer du parc immobilier et des autres éléments de gestion centrale.

**LES CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEUR**

Ce poste regroupe les enveloppes affectées aux contributions d’employeur pour la Régie des rentes, les programmes de santé, l’assurance emploi, les assurances collectives et une partie de la contribution du Ministère pour la santé et la sécurité au travail.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

Il s’agit des crédits relatifs aux projets de développement informatique et aux acquisitions courantes en immobilisation (ameublement, équipement, flotte automobile, etc.).

**AUTRES ÉLÉMENTS DE DÉPENSES**

Ces dépenses regroupent le coût du loyer du parc immobilier du Ministère, des télécommunications, du courrier, de la messagerie, de l’amortissement afférent aux investissements et autres services communs.

Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État				
Cadres supérieurs				
Cadres intermédiaires	4	4	-	-
Professionnels	12	16	( 4)	(25,0)
Techniciens				
Personnel de bureau	1	1	-	-
Agents de la paix	8	8	-	-
Ouvriers		1	( 1)	
Effectif régulier autorisé	25	30	( 5)	(16,7)
Effectif total autorisé	25	30	( 5)	(16,7)



SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité, prévention et gestion interne			
ÉLÉMENT:	Éléments de gestion centrale			
RESPONSABLES:	M. Luc Crépeault, sous-ministre  M. Rodrigue Desmeules, sous-ministre associé aux services à la gestion			
Supercatégorie	Crédits 2002-2003	Crédits comparatifs 2001-2002	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	22 213,9	21 938,3	275,6	1,3
Fonctionnement	81 095,3	79 551,8	1 543,5	1,9
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses	31,0	31,0		
BUDGET DES DÉPENSES	103 340,2	101 521,1	1 819,1	1,8
Immobilisations	3 748,0	3 955,2	( 207,2)	( 5,2)
Prêts, placements et avances				
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	3 748,0	3 955,2	( 207,2)	( 5,2)
Moins: Amortissement	(4 711,1)	(4 517,4)	( 193,7)	4,3
TOTAL :	102 377,1	100 958,9	1 418,2	1,4
Effectif régulier autorisé	25	30	( 5)	(16,7)
Effectif total autorisé	25	30	( 5)	(16,7)

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 1 418,2

. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	420,6	
. Convention collective des ASC (contributions d'employeur)	464,1	
. Lutte au crime organisé	746,7	
. Ajout de cadres intermédiaires (annualisation de la récurrence 2001-2002 - contributions d'employeur)	24,9	
. CBRN et centre de veille ( Mesures du discours sur le budget 2001-2002)	2,7	
. Augmentation au niveau de l'amortissement	134,1	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(14,6)	
. Centraide	(10,0)	
. Autres	(1,3)	
	<hr/>	1 767,2
. Autre ajustement :		
. Réallocation entre programmes		(155,3)

Moins : variation de l'amortissement (193,7)

**Total des variations budgétaires****1 418,2**

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

**Rémunération: 275,6**

. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	420,6	
. Convention collective des ASC (contributions d'employeur)	464,1	
. Lutte au crime organisé (contributions d'employeur)	152,0	
. Ajout de cadres intermédiaires	24,9	
(annualisation de la récurrence 2001-2002)		
. CBRN et centre de veille	18,5	
( Mesures du discours sur le budget 2001-2002)		
. Autres	(1,4)	
	<hr/>	1 078,7
. Autre ajustement :		
. Réallocation entre programmes		30,2
. Réaménagement entre supercatégories		(833,3)
		<hr/>
		275,6

**Fonctionnement: 1 543,5**

. Ajustements du SCT :		
. Lutte au crime organisé	594,7	
. CBRN et centre de veille	179,2	
( Mesures du discours sur le budget 2001-2002)		
. Augmentation au niveau de l'amortissement	134,1	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(14,6)	
. Commerce illégal du tabac	12,3	
(annualisation de la récurrence 2001-2002)		
. Centraide	(10,0)	
	<hr/>	895,7
. Autre ajustement :		
. Réallocation entre programmes		(185,5)
. Réaménagement entre supercatégories		833,3
		<hr/>
		1 543,5

**Immobilisations: (207,2)**

. Ajustements du SCT :		
. CBRN et centre de veille	(195,0)	
( Mesures du discours sur le budget 2001-2002)		
. Commerce illégal du tabac (non récurrence 2001-2002)	(12,2)	
	<hr/>	(207,2)
Moins: variation de l'amortissement		(193,7)

**Total des variations budgétaires****1 418,2**

Identification	Titre
Programme	Sûreté du Québec
Élément	
Responsable	Monsieur Florent Gagné, directeur général

MANDAT

La Sûreté du Québec, police nationale, concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens. La Sûreté du Québec soutient aussi la communauté policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport qui relèvent du Québec.

La mission, qui repose principalement sur l'action de *concourir*, traduit bien la dynamique de prestation des services que privilégient les approches de police de proximité et de partenariat adoptées par la Sûreté du Québec. En ce sens, même les interventions coercitives se veulent préventives puisqu'elles réduisent les risques, freinent ou contribuent à la suppression des actes, des événements ou des phénomènes menaçant la sécurité publique.

La Sûreté applique diverses lois fédérales sur le territoire québécois, dont principalement le Code criminel, la Loi sur les aliments et drogues, la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, la Loi sur les armes à feu, la Loi sur les explosifs et la Loi sur la marine marchande du Canada.

Elle est aussi chargée de l'application de nombreuses lois québécoises, dont le Code de la sécurité routière, la Loi sur l'assurance automobile, la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, la Loi sur les explosifs, la Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité, la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques, la Loi sur la Société des alcools du Québec.

Le législateur québécois précise que :

*« La Sûreté du Québec, corps de police national, agit sous l'autorité du ministre de la Sécurité publique et a compétence pour prévenir et réprimer les infractions aux lois sur l'ensemble du territoire du Québec.*

*La Sûreté a également compétence pour prévenir et réprimer les infractions aux règlements municipaux applicables sur le territoire des municipalités sur lequel elle assure des services policiers. » (L.Q., chapitre 12, art. 50)*

*« La Sûreté du Québec peut être appelée [...] à suppléer un corps de police municipal.*

*Les services de la Sûreté du Québec peuvent aussi, dans les cas et selon les tarifs établis par règlement du gouvernement, être mis à la disposition de toute personne. Ses services peuvent également, pour des motifs d'intérêt public et lorsqu'une situation particulière le justifie, être mis à la disposition de toute personne, aux frais de cette dernière, par entente conclue entre celle-ci et le ministre. » (L.Q., chapitre 12, art. 51)*

*« La Sûreté du Québec assure un service central de renseignements destiné à aider à la lutte contre le crime et met ce service à la disposition des autres corps de police. » (L.Q., chapitre 12, art. 52)*

La Loi concernant l'organisation des services policiers adoptée en juin 2001 vient préciser le caractère national de la mission de la Sûreté du Québec. Six niveaux de services y sont définis, lesquels se retrouvent à l'intérieur des trois créneaux d'activité de l'organisation.

- **Les services généraux (niveau 1)** offerts par le biais des contrats conclus entre la Sûreté du Québec et quelque 82 municipalités régionales de comté (MRC). Le niveau 1 correspond aux services de base. Il comprend les services de première ligne que doivent assurer localement tous les services de police québécois. La Sûreté du Québec fournit les services de niveau 1 aux municipalités de moins de 50 000 habitants.
- **Les services spécialisés (niveaux 2 à 5)** offerts à l'ensemble de la communauté policière ainsi qu'aux 82 postes de MRC. Ces niveaux ajoutent progressivement des services de complexité supérieure en matière d'enquêtes, de mesures d'urgence et de soutien. Ces services sont sans frais s'ils ne constituent pas une obligation pour le service de police en vertu de la Loi concernant l'organisation des services policiers.
- **Les services nationaux (niveau 6)** qui relèvent exclusivement de la Sûreté du Québec répondent aux besoins liés aux opérations policières d'envergure, aux services hautement spécialisés ou aux services liés à la sécurité de l'État québécois. La Sûreté du Québec est le seul service de police à assurer les six niveaux de services.

ORGANISATION

Organigramme

Voir annexe ci-joint

Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002 (1)	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	0	0		
Cadres supérieurs	26	26		
Cadres intermédiaires	27	27		
Professionnels	168	168		
Techniciens	180	180		
Personnel de bureau	862	862		
Agents de la paix	0	0		
Ouvriers	30	30		
Effectif régulier civil autorisé	1 293	1 293		0,0
Effectif total civil autorisé	1 509	1 509		0,0
EFFECTIFS POLICIERS				
Directeur général	1	1		
Directeurs généraux adjoints	4	4		
Inspecteurs-chefs	22	22		
Inspecteurs	38	38		
Capitaines	84	84		
Lieutenants	19	0	19	
Sergents	275	294	( 19)	
Caporaux	437	437		
Agents réguliers et auxiliaires	3 057	3 057		
Policiers autorisés	3 937	3 937	0	,0
GRAND TOTAL *	5 446	5 446	0	0,0

(1) Le comparatif tient compte des modifications survenues en cours d'année.

\* Le grand total de 5 446 ETC comprend les effectifs autorisés de 2 632 ETC au programme 02 du Livre des crédits ainsi que les effectifs contribuant aux activités du Fonds des services de police au nombre de 2 814 ETC. Il est à noter que les effectifs autorisés de 2 632 ETC au Livre des crédits incluent les effectifs contribuant aux activités du compte à fin déterminée pour l'administration de la Loi sur les armes à feu au nombre de 297 ETC.



DI<sup>re</sup>cteur Général  
Florent Gagné

Cabinet du Directeur général  
Yves Guay

Direction de la prospective  
et de la stratégie  
Martine Fourcaudot

Direction des communications  
Michel Martin (Intérim)

Direction de la vérification et du  
contrôle de gestion  
Bernol Poulin

Direction  
des affaires internes  
André Sénécal

Direction des ressources financières  
Maurice Sénécal

Service du budget et des  
analyses financières  
Denis Lauzon

Service de la comptabilité et du  
soutien à la clientèle  
Denis Rivest (Intérim)

**Surveillance du territoire**  
Paul Quirion

Direction du soutien à la gendarmerie  
Mario Choquette

Direction de la  
protection du territoire  
Yves Leblanc

Service des unités d'urgence

Service des relations  
communautaires  
Robert Bélec

Service de la sécurité routière  
Robert Mc Manus

Service de l'analyse conseil de la  
Direction du soutien à la gendarmerie

**Ressources humaines**  
Laurent Aubut

Direction de l'emploi et du  
placement  
Guy Carignan

Service de la  
dotation policière  
Daniel Cauchy

Service du recrutement policier  
Carole Cloutier

Service de la dotation civile et de la  
planification de la main-d'œuvre  
André Gingras

Service de la gestion des  
déménagements et des dossiers  
du personnel  
Bernard Blouin

Service de la rémunération globale  
Nicole Pharamd

Service de la santé et de la  
sécurité du travail  
Richard Laliberté

Service des relations de travail  
Gervais Garneau

Service de l'administration  
Francine Bédard

Service du développement  
organisationnel  
Lucie Madore

Service de la formation  
Suzanne Boucher

Service de la formation spécialisée  
Martin Lévesque

Direction du développement  
et de la formation  
Madeleine B. Lussier

Direction des programmes  
d'éthique, d'égalité et d'intégrité de  
la personne  
Suzanne Clapin-Pépin

**Enquêtes criminelles**  
Richard St Denis

Affaires juridiques  
Jean Manseau

Service conseil -  
Enquêtes criminelles  
Richard Bégin

Direction de la lutte au crime organisé  
Mario Laprise (Intérim)

Direction des services de soutien  
aux enquêtes  
Jean-Yves Sirois

Direction des  
renseignements criminels  
Daniel Latour

Direction des enquêtes sur les  
crimes majeurs  
Robert Lafrenière

Service des enquêtes sur les  
projets conjoins  
Mario Laprise

Service des enquêtes sur le crime  
organisé  
Freddy Foley

Service de la surveillance électronique  
et du protocole  
Réal Lagué

Service de la surveillance physique  
Claude Boulin

Service de l'identité judiciaire  
Pierre-Yves Chevalier

Salle des pièces à conviction  
Pierre Goineau

Service de la protection des témoins  
Bruno Beaulieu

Service de la cueillette  
de l'information criminelle

Service de l'analyse et de la  
documentation de l'information criminelle  
Pierre Avon

Service de la protection de  
l'intégrité du jeu  
Normand Gosselin

Service des crimes contre la personne  
Gaëtan Guimond

Service de l'intervention tactique  
Marcel Savard

Service des enquêtes des crimes  
contre les biens  
Gaëtan Guimond

Service de la polygraphie et de l'hypnose  
Marcel Savard

**Soutien opérationnel**  
Normand Proulx

Service des projets spéciaux  
Jocelyn Tardif

Service aux usagers du CRPQ  
François Sauvé

Service des relations internationales  
et du protocole  
Claude Levac

Direction de la protection  
des personnalités  
Denis Fiset

Direction des  
technologies de l'information  
Jean-Guy Pelletier

Direction des  
ressources matérielles  
Mario Rancourt

Direction des permis  
Guy Asselin

Direction des  
informations corporatives  
Gilles Poirier (Intérim)

Direction des enquêtes et  
des renseignements de sécurité  
Guy Côté

Service de la protection des personnalités  
Denis Rivest

Service de la protection de l'Assemblée  
nationale et de la résidence officielle  
Pierre Paquet

Service de l'exploitation  
et de la technologie  
Jean-Guy Pelletier

Service du développement  
des systèmes informatiques  
Roland Robitaille

Service de la bureautique  
Jean-Guy Pelletier

Service du soutien administratif  
des ressources matérielles  
Daniel Hudot

Service de la gestion des fournitures  
Serge Laperrrière

Service des immeubles  
Élias Farhat

Service des transports  
Michel Dumas

Service des télécommunications  
Alain R. Lévesque

Service du contrôle des armes à feu

Service des lois provinciales et  
de la sécurité des immeubles  
Réjean Hardy

Service de l'organisation et des méthodes  
Gilles Poirier (Intérim)

Service des ressources informationnelles  
Gilles Poirier (Intérim)

Service des enquêtes spéciales de  
sécurité  
Denis Rioux

Service de l'analyse et de la  
documentation de l'information de sécurité  
Michel Chandonnet

Service de la cueillette  
de l'information de sécurité  
Daniel Sauvé

SOMMAIRE DES CRÉDITS

<b>PROGRAMME:</b>	<b>Sureté du Québec</b>			
<b>ÉLÉMENT:</b>	<b>01 Protection de la société, des citoyens et de leurs biens</b>			
	<b>02 Gestion interne et soutien</b>			
<b>RESPONSABLE:</b>	<b>M. Florent Gagné, directeur général</b>			
<b>Supercatégorie</b>	<b>Crédits 2002-2003</b>	<b>Crédits comparatifs 2001-2002</b>	<b>Augmentation (diminution) k\$ %</b>	
<b>Rémunération</b>	160 667,9	183 658,2	(22 990,3)	( 12,5)
<b>Fonctionnement</b>	87 415,9	87 429,0	( 13,1)	( ,0)
<b>Affectation à un fonds spécial</b>	145 818,2	109 631,1	36 187,1	33,0
<b>Transfert</b>				
<b>Provision pour créances douteuses</b>				
<b>BUDGET DES DÉPENSES</b>	393 902,0	380 718,3	13 183,7	3,5
<b>Immobilisations</b>	14 664,4	23 331,4	(8 667,0)	(37,1)
<b>Prêts, placements et avances</b>	10,0	10,0	0,0	0,0
<b>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>	14 674,4	23 341,4	(8 667,0)	( 37,1)
<b>Moins: Amortissement</b>	(14 563,1)	(12 498,1)	(2 065,0)	16,5
<b>TOTAL :</b>	394 013,3	391 561,6	2 451,7	0,6
<b>Effectif régulier autorisé</b>	2 428	2 680	( 252)	( 9,4)
<b>Effectif total autorisé</b>	2 632	2 884	( 252)	( 8,7)

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

Explications des écarts par supercatégories

**Rémunération: ( 22 990,3 )**

- Indexation salariale	3 411,0	
- Commerce illégal de tabac	604,0	
- Lutte au terrorisme	6 620,0	
- Réaménagement budgétaire en tenant compte des intégrations suite à l'adoption de la Loi 19 et de l'affectation au Fonds des services de police des enquêteurs de postes qui étaient auparavant imputés au programme 2 de la Sûreté du Québec	(31 210,8)	
- Réaménagement budgétaire suite à des mesures de réduction de la croissance (notamment l'optimisation de la sécurité sur le réseau autoroutier, la lutte au terrorisme et autres)	(2 414,5)	
		(22 990,3)

**Fonctionnement: ( 13,1 )**

- Commerce illégal de tabac	146,0	
- Lutte au terrorisme	5 380,0	
- Frais de gestion pour l'acquisition et la disposition de biens ainsi que pour Centraide	(234,4)	
- Réaménagement budgétaire en tenant compte des intégrations suite à l'adoption de la Loi 19 et de l'affectation au Fonds des services de police des enquêteurs de postes qui étaient auparavant imputés au programme 2 de la Sûreté du Québec	(4 677,8)	
- Réaménagement budgétaire suite à des mesures de réduction de la croissance (notamment l'optimisation de la sécurité sur le réseau autoroutier, la lutte au terrorisme et autres)	(626,9)	
		(13,1)

**Affectation à un fonds spécial: 36 187,1**

- Indexation salariale	3 177,1	
- Frais de gestion pour l'acquisition et la disposition de biens	(176,0)	
- Réaménagement budgétaire en tenant compte des intégrations suite à l'adoption de la Loi 19 et de l'affectation au Fonds des services de police des enquêteurs de postes qui étaient auparavant imputés au programme 2 de la Sûreté du Québec	35 144,6	
- Réaménagement budgétaire suite à des mesures de réduction de la croissance (notamment l'optimisation de la sécurité sur le réseau autoroutier, la lutte au terrorisme et autres)	(1 958,6)	
		36 187,1

**Immobilisations: ( 8 667,0 )**

- Budget non récurrent obtenu en 2001-2002 pour des investissements spéciaux dans le cadre :		
- du plan de renforcement de la lutte au crime organisé	(8 000,0)	
- de l'optimisation de la sécurité - réseau autoroutier	(667,0)	
		(8 667,0)

**Amortissement: ( 2 065,0 )**

- Augmentation des dépenses d'amortissement		(2 065,0)
---	--	-----------

Total des variations budgétaires	2 451,7
----------------------------------	---------



Identification	Titre
Programme	Organismes relevant du ministre
Élément	Régie des alcools, des courses et des jeux
Responsable	M. Charles Côté, président

MANDAT

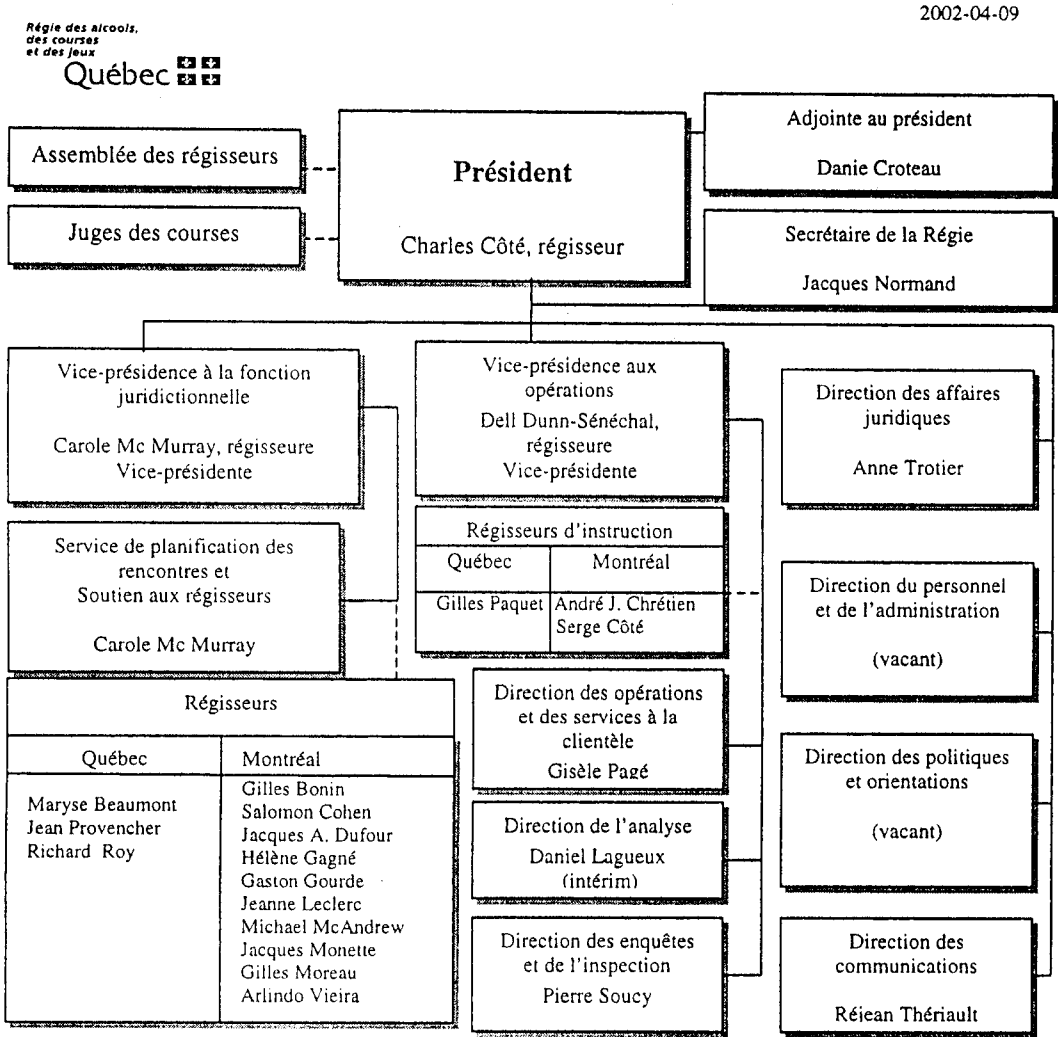
La Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) est instituée en vertu de la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.R.Q., c. R-6.1). Elle est chargée de l'administration de la Loi sur les courses, de la *Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement*, de la *Loi sur les permis d'alcool*, du chapitre V de la *Loi sur la sécurité dans les sports* et de la section III de la *Loi sur la Société des alcools du Québec*.

La Régie surveille également l'application des règlements relatifs aux systèmes de loterie des casinos d'État et aux loteries vidéo, édictés en vertu de la *Loi sur la Société des loteries du Québec*. Enfin, elle fournit au ministre de la Sécurité publique des avis sur toute question concernant les impacts sociaux et les mesures de sécurité que peuvent nécessiter les activités visées par ces lois ou ces règlements et peut tenir des consultations publiques à cette fin.

Dans la réalisation de sa mission, la Régie exerce notamment les fonctions suivantes :

- délivrer, suspendre, annuler ou révoquer les permis, licences, autorisations et certificats d'immatriculation ou d'enregistrement prescrits sous le régime des lois dont l'administration lui est confiée, sous réserve du deuxième alinéa de l'article 34 de la *Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement* (chapitre L-6);
- établir les conditions qui sont rattachées à ces permis, licences et autres autorisations et contrôler leur exploitation;
- régir et surveiller les courses de chevaux, l'élevage et l'entraînement des chevaux de course, l'exploitation des salles de paris sur les courses de chevaux et, si le gouvernement l'autorise, toute autre course;
- régir et surveiller les concours publicitaires, les appareils d'amusement, les loteries vidéo, les casinos d'État et les systèmes de loterie qui y sont exploités ainsi que, si le gouvernement l'autorise, les autres systèmes de loterie qui ne seraient pas exploités par la Société des loteries du Québec;
- veiller à la protection et à la sécurité du public lors des activités régies par la *Loi sur les courses* (chapitre C-72.1) ou la *Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement*;
- régir les sports de combat pratiqués par des professionnels, préserver le bon renom de ces sports et veiller à ce que la sécurité et l'intégrité des personnes qui y participent ou y assistent soient assurées, sous réserve de l'article 46.2.7 de la *Loi sur la sécurité dans les sports* (chapitre S-3.1);
- contrôler la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques ainsi que ceux concernant les activités régies par la *Loi sur les courses* ou la *Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement*.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Président	1	1	-	-
Régisseurs	16	16	-	-
Cadres supérieurs	6	6	-	-
Cadres intermédiaires	3	3	-	-
Professionnels	40	40	-	-
Techniciens	63	63	-	-
Personnel de bureau	78	78	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	207	207	-	-
Effectif total autorisé	207	207	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Organismes relevant du ministre			
ÉLÉMENT:	Régie des alcools, des courses et des jeux			
RESPONSABLE:	M. Charles Côté, président			
Supercatégorie	Crédits 2002-2003	Crédits comparatifs 2001-2002	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	8 470,3	8 269,9	200,4	2,4
Fonctionnement	2 834,4	2 839,2	( 4,8)	( 0,2)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	250,7	250,7		N/A
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	11 555,4	11 359,8	195,6	1,7
Immobilisations	968,6	813,8	154,8	N/A
Prêts, placements et avances	7,7	7,7		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	976,3	821,5	154,8	N/A
Moins: Amortissement				
TOTAL :	12 531,7	12 181,3	350,4	2,9
Effectif régulier autorisé	207	207		
Effectif total autorisé	207	207	-	

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 350,4

. Ajustements du SCT :

. Augmentation salariale 153,5

. Augmentation du niveau d'immobilisations 154,8

. Retrait de la tarification de la DGA (SCT) (4,8)

---

303,5

. Autre ajustement :

. Réallocation entre programmes 46,9

---

**Total des variations budgétaires****350,4**

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

**Rémunération: 200,4**

. Ajustement du SCT :	153,5	
. Augmentation salariale		
. Autre ajustement :	46,9	
. Réallocation entre programmes		
	<hr/>	200,4

**Fonctionnement: (4,8)**

. Ajustement du SCT :	(4,8)
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	

**Immobilisations : 154,8**

. Ajustement du SCT :	154,8
. Augmentation du niveau d'immobilisations	

**Total des variations budgétaires****350,4**

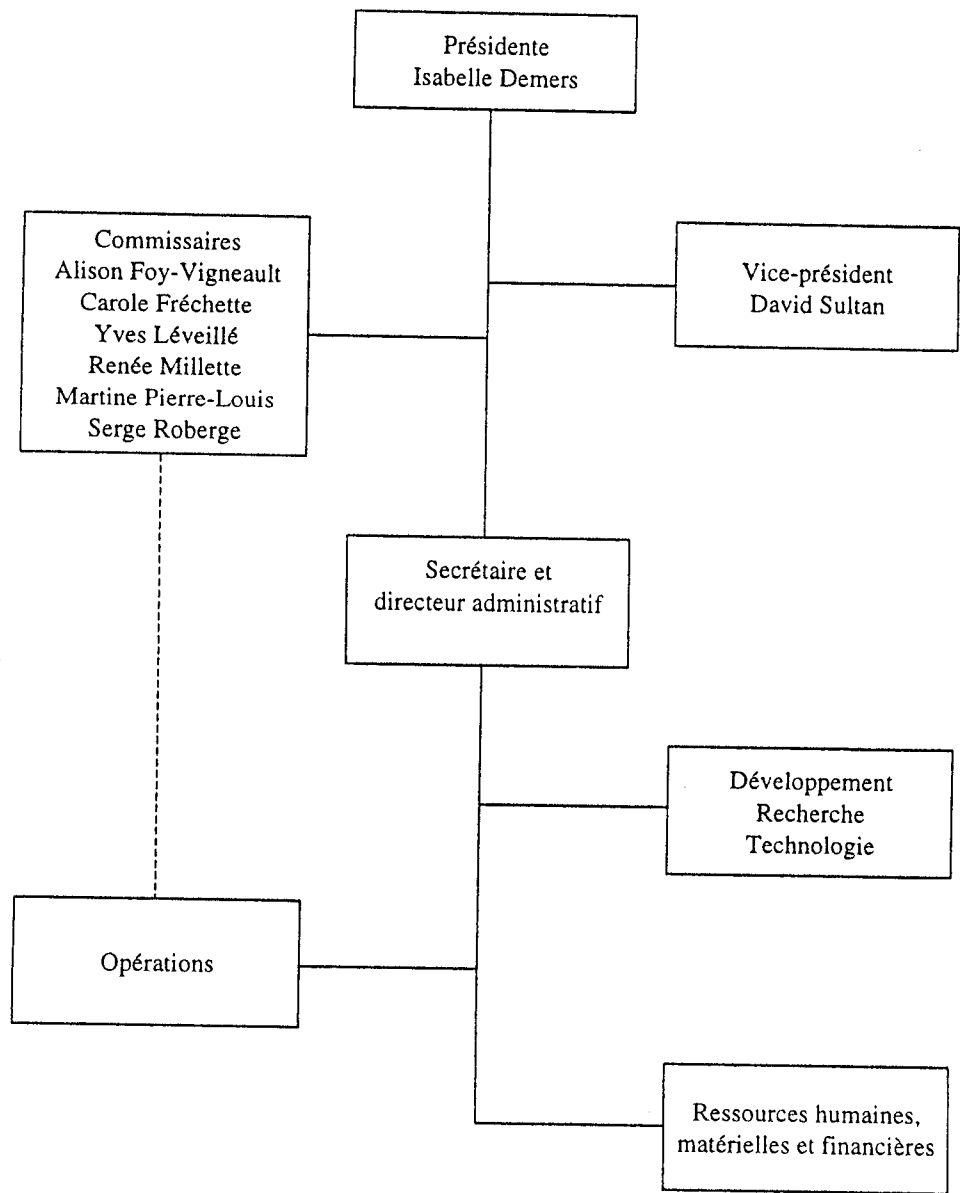
Identification	Titre
Programme	Organismes relevant du ministre
Élément	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Responsable	M <sup>me</sup> Isabelle Demers, présidente

**MANDAT**

Créée en 1978, avec l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention* (L.R.Q., c. L-1.1), la Commission québécoise des libérations conditionnelles décide en toute indépendance et impartialité, et avec la participation de la communauté, de la mise en liberté sous condition des personnes détenues dans les établissements du Québec. Elle contribue à la protection de la société de même qu'à la réinsertion sociale des personnes contrevenantes.

La Commission est un tribunal d'origine législative, dont la compétence a été déléguée par le gouvernement fédéral en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* C-44.6 (1992, c. 20). Cette compétence est limitée aux sentences de détention de moins de deux ans et d'au moins six mois relatives à une infraction à une loi ou à un statut fédéral.

COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Président	1	1	-	-
Commissaires	8	8	-	-
Cadres supérieurs	1	1	-	-
Cadres intermédiaires				
Professionnels	10	12	( 2)	(16,7)
Techniciens	2		2	-
Personnel de bureau	10	10	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	32	32	-	-
Effectif total autorisé	33	33	-	-

## SOMMAIRE DES CRÉDITS

<b>PROGRAMME:</b>	<i>Organismes relevant du ministre</i>			
<b>ÉLÉMENT:</b>	<i>Commission québécoise des libérations conditionnelles</i>			
<b>RESPONSABLE:</b>	<i>Mme Isabelle Demers, présidente</i>			
<b>Supercatégorie</b>	<b>Crédits 2002-2003</b>	<b>Crédits comparatifs 2001-2002</b>	<b>Augmentation (diminution) k\$            %</b>	
<i>Rémunération</i>	2 016,2	1 979,3	36,9	1,9
<i>Fonctionnement</i>	718,0	719,3	( 1,3)	( ,2)
<i>Affectation à un fonds spécial</i>				
<i>Transfert</i>				
<i>Provision pour créances douteuses</i>				
<b>BUDGET DES DÉPENSES</b>	2 734,2	2 698,6	35,6	1,3
<i>Immobilisations</i>	10,4	10,4		
<i>Prêts, placements et avances</i>	1,2	1,2		
<b>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>	11,6	11,6		
<i>Moins: Amortissement</i>				
<b>TOTAL :</b>	2 745,8	2 710,2	35,6	1,3
<i>Effectif régulier autorisé</i>	32	32		
<i>Effectif total autorisé</i>	33	33		



ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 35,6

. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	36,9	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(1,3)	
		35,6

Total des variations budgétaires	35,6
----------------------------------	------

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

**Rémunération: 36,9**

- . Ajustement du SCT : 36,9
- . Augmentation salariale

**Fonctionnement: (1,3)**

- . Ajustement du SCT :
- . Retrait de la tarification de la DGA (SCT) (1,3)

Total des variations budgétaires 35,6

Identification	Titre
Programme	Organismes relevant du ministre
Élément	Bureau du coroner
Responsable	Monsieur Serge Turmel, coroner en chef

MANDAT

En vertu de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., c. R-0.2), le coroner est un officier public qui a compétence à l'égard de tout décès survenu au Québec, de même que sur tout mode de disposition, au Québec, du cadavre de toute personne décédée hors du Québec dans des circonstances obscures ou violentes, ou dont les causes médicales probables du décès sont inconnues.

Certains types de décès doivent lui être obligatoirement signalés:

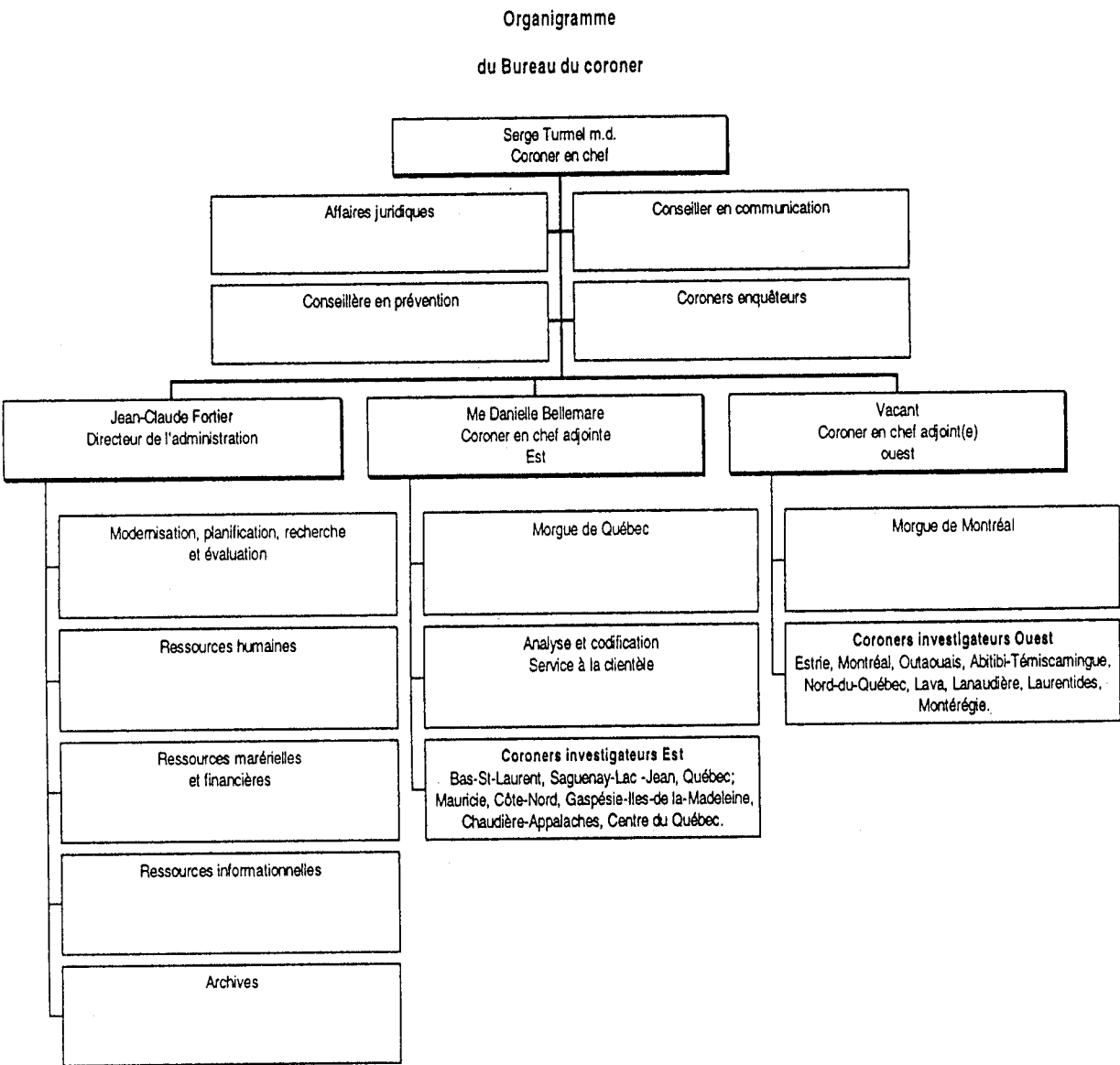
- décès d'une personne dont l'identité est inconnue;
- décès survenu dans des circonstances obscures ou violentes;
- décès au sujet duquel un médecin ne peut établir la cause probable;
- décès survenu dans un des lieux suivants :  
centre de détention et pénitencier, centre d'accueil de la classe des centres de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), famille d'accueil, garderie, poste de police et établissement où des personnes sont admises en cure fermée;
- décès survenu à l'occasion d'un sinistre.

À l'égard de ces décès, le coroner doit établir au moyen d'une investigation et, le cas échéant, au moyen d'une enquête, l'identité de la personne décédée, la date et le lieu du décès, les causes probables du décès, à savoir les maladies, les états morbides, les traumatismes ou les intoxications qui ont causé le décès ou y ont abouti ou contribué ainsi que les circonstances du décès.

À l'occasion d'une investigation ou d'une enquête, le coroner peut aussi faire des recommandations visant une meilleure protection de la vie humaine.

Le coroner exerce son mandat en respectant les droits de toutes les personnes impliquées et fournit aux personnes intéressées et au public les informations qu'ils sont en droit d'exiger.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Coroner en chef	1	1	-	-
Coroners	9	9	-	-
Cadres supérieurs	2	2	-	-
Cadres intermédiaires				
Professionnels	9	8	1	12,5
Techniciens	6	6	-	-
Personnel de bureau	13	14	( 1)	(7,1)
Agents de la paix				
Ouvriers	7	7	-	-
Effectif régulier autorisé	47	47	-	-
Effectif total autorisé	48	48	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Organismes relevant du ministre			
ÉLÉMENT:	Bureau du coroner			
RESPONSABLE:	M. Serge Turmel, coroner en chef			
Supercatégorie	Crédits 2002-2003	Crédits comparatifs 2001-2002	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
Rémunération	4 131,3	4 077,7	53,6	1,3
Fonctionnement	1 982,5	1 985,1	( 2,6)	( ,1)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	6 113,8	6 062,8	51,0	0,8
Immobilisations	88,4	88,4		
Prêts, placements et avances	3,0	3,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	91,4	91,4		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	6 205,2	6 154,2	51,0	0,8
Effectif régulier autorisé	47	47		
Effectif total autorisé	48	48		

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 50,8

. Ajustements du SCT :

. Augmentation salariale

53,6

. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)

(2,6)

---

51,0

---

**Total des variations budgétaires**

51,0

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 53,6

- . Ajustement du SCT :
- . Augmentation salariale 53,6

Fonctionnement: (2,6)

- . Ajustement du SCT :
- . Retrait de la tarification de la DGA (SCT) (2,6)

Total des variations budgétaires 51,0

Identification	Titre
Programme	Organismes relevant du ministre
Élément	Commissaire à la déontologie policière
Responsable	M. Paul Monty, commissaire

MANDAT

En vertu de la *Loi sur la police* (L.Q., 2000, chapitre 12), le mandat du Commissaire à la déontologie policière est de recevoir et d'examiner toute plainte, formulée par toute personne, relative à la conduite d'un policier ou d'un constable spécial dans l'exercice de ses fonctions et pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers.

Pour s'acquitter de son mandat, le Commissaire assure les fonctions suivantes, sur la base des pouvoirs attribués par le législateur : examiner les plaintes pour en déterminer la recevabilité, concilier obligatoirement les parties à moins que, pour des motifs d'intérêt public, il décide d'enquêter sur la conduite d'un policier ou d'un constable spécial, rejeter s'il y a lieu la plainte après enquête, citer le policier à comparaître devant le Comité de déontologie policière et enfin, le cas échéant, porter en appel les décisions du Comité.

En outre, dans l'exercice de son mandat, le Commissaire doit notamment :

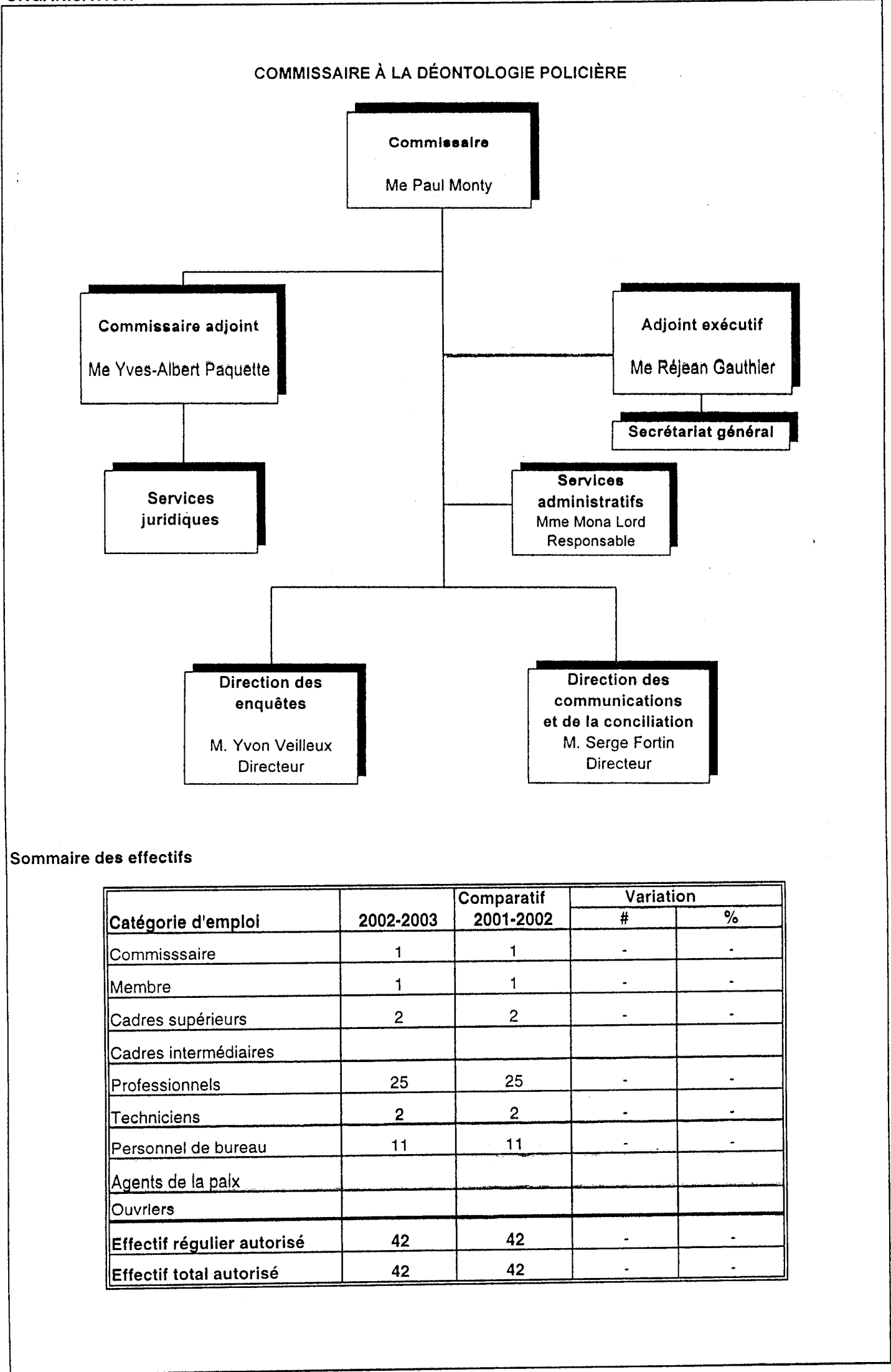
- veiller à l'application et au respect du Code de déontologie des policiers du Québec;
- prêter assistance à toute personne pour la formulation de sa plainte;
- informer le plaignant du processus de traitement des plaintes notamment de la procédure de la conciliation;
- saisir le corps de police approprié pour fins d'enquête criminelle lorsqu'il lui apparaît lors de l'analyse préliminaire de la plainte qu'une infraction criminelle peut avoir été commise;
- aviser par écrit le plaignant, le directeur et les policiers concernés de la réception de la plainte, des décisions prises en cours d'examen de ladite plainte et, s'il y a lieu, du progrès de l'enquête;
- informer le plaignant de son droit de faire réviser une décision refusant de traiter ou d'enquêter sa plainte ou rejetant celle-ci après enquête;
- citer un policier à comparaître lorsque le Comité de déontologie policière accueille la demande de révision d'un plaignant dont la plainte, après enquête, a été rejetée;
- attirer l'attention du ministre ou d'un directeur d'un corps de police sur les questions qu'il juge d'intérêt général en vue de remédier à des situations préjudiciables constatées dans l'exercice de ses fonctions ou prévenir leur répétition;
- exercer les autres fonctions que lui confie le ministre, notamment, lorsqu'il lui demande de tenir une enquête sur la conduite d'un policier pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.

Enfin, le Commissaire peut :

- communiquer au policier dont la conduite a fait l'objet d'une plainte des observations de nature à améliorer sa conduite professionnelle et à prévenir la violation du Code de déontologie des policiers du Québec;
- recommander au directeur d'un corps de police de soumettre un policier à une évaluation médicale ou à un stage de perfectionnement dans une institution de formation policière. Il peut également souligner à ce directeur la bonne conduite du policier comme il peut lui soumettre toute recommandation qu'il juge utile à l'application du Code de déontologie des policiers du Québec;
- transmettre, s'il y a lieu, le dossier au Procureur général, après enquête.



ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Commissaire	1	1	-	-
Membre	1	1	-	-
Cadres supérieurs	2	2	-	-
Cadres intermédiaires				
Professionnels	25	25	-	-
Techniciens	2	2	-	-
Personnel de bureau	11	11	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	42	42	-	-
Effectif total autorisé	42	42	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Organismes relevant du ministre			
ÉLÉMENT:	Commissaire à la déontologie policière			
RESPONSABLE:	M. Paul Monty, commissaire			
Supercatégorie	Crédits 2002-2003	Crédits comparatifs 2001-2002	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	2 421,0	2 376,6	44,4	1,9
Fonctionnement	444,6	446,0	( 1,4)	( ,3)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	2 865,6	2 822,6	43,0	1,5
Immobilisations	12,0	12,0		
Prêts, placements et avances	1,0	1,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	13,0	13,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	2 878,6	2 835,6	43,0	1,5
Effectif régulier autorisé	42	42		
Effectif total autorisé	42	42		

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**(en milliers de dollars)

### . Explication de l'écart global de 43,0

- Ajustements du SCT :

- Augmentation salariale

44,4

- . Rerait de la tarification de la DGA (SCT)

(1,4)

43,0

### Total des variations budgétaires

43,0

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

**Rémunération: 44,4**

- . Ajustement du SCT :
- . Augmentation salariale 44,4

**Fonctionnement: (1,4)**

- . Ajustement du SCT :
- . Retrait de la tarification de la DGA (SCT) (1,4)

Total des variations budgétaires 43,0

Identification	Titre
Programme	Organismes relevant du ministre
Élément	Comité de déontologie policière
Responsable	M <sup>e</sup> Suzanne Levesque, présidente

**MANDAT**

La *Loi sur la police* (L.Q., 2000, chapitre 12), institue le Comité de déontologie policière, prévoit sa compétence, ses pouvoirs et devoirs ainsi que son organisation.

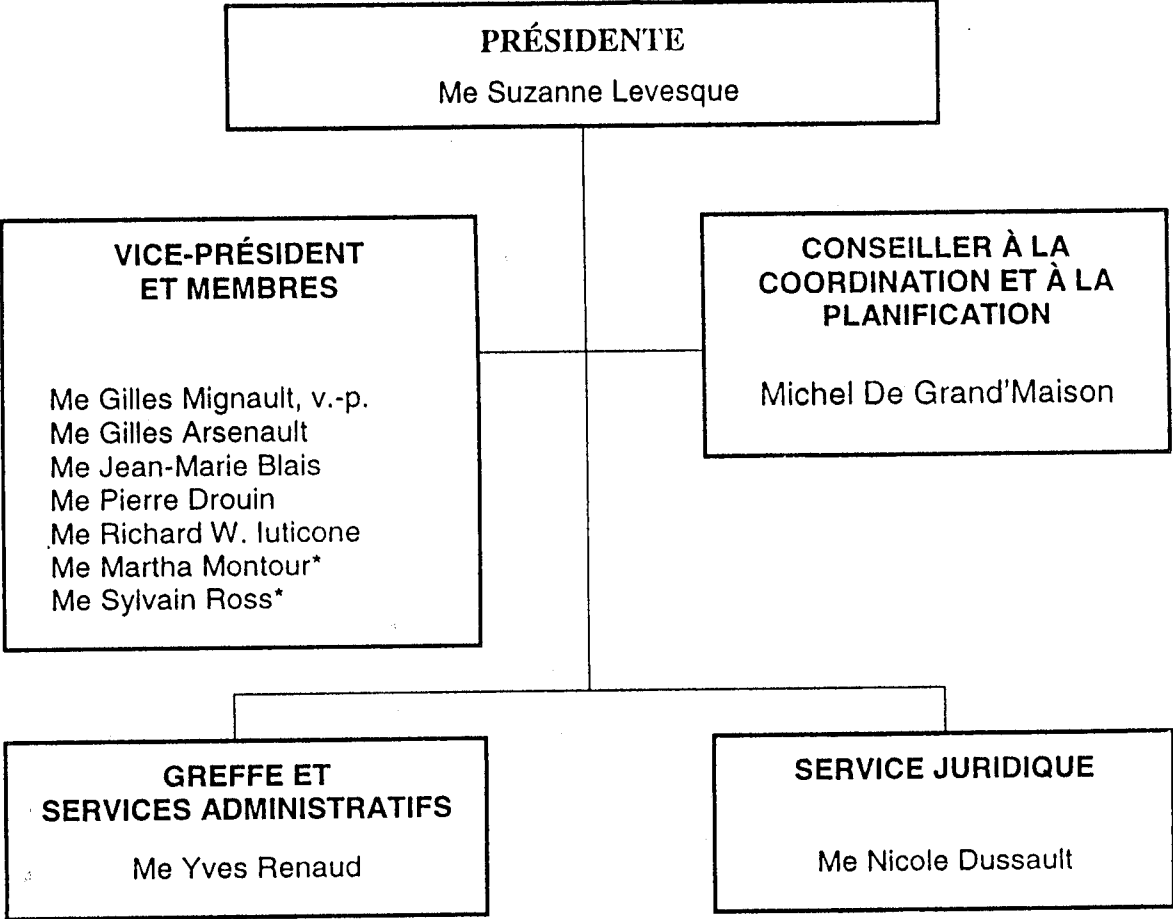
Le Comité de déontologie policière est un tribunal administratif spécialisé qui a pour compétence exclusive de :

- réviser les décisions du Commissaire à la déontologie policière rejetant une plainte après enquête;
- connaître et disposer de toute citation déposée par le Commissaire à la déontologie policière contre un policier;
- imposer une sanction au policier reconnu coupable d'un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.

Dans l'exercice de sa compétence, le Comité tient une audience publique et rend une décision écrite et motivée.

ORGANISATION

COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE  
Organigramme



\* Membres à temps partiel

Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2002-2003	Comparatif 2001-2002	Variation	
			#	%
Président	1	1	-	-
Membres	7	7	-	-
Cadres supérieurs				
Cadres intermédiaires				
Professionnels	3	3	-	-
Techniciens	2	2	-	-
Personnel de bureau	9	9	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	22	22	-	-
Effectif total autorisé	22	22	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Organismes relevant du ministre			
ÉLÉMENT:	Comité de déontologie policière			
RESPONSABLE:	Me Suzanne Levesque, présidente			
Supercatégorie	Crédits 2002-2003	Crédits comparatifs 2001-2002	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	1 264,9	1 256,3	8,6	0,7
Fonctionnement	621,9	608,0	13,9	2,3
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	1 886,8	1 864,3	22,5	1,2
Immobilisations	6,8	6,8		
Prêts, placements et avances	4,0	4,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,8	10,8		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	1 897,6	1 875,1	22,5	1,2
Effectif régulier autorisé	22	22		
Effectif total autorisé	22	22		

**ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES** (en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 22,5

. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	22,7	
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(0,2)	
	<hr/>	22,5

<b>Total des variations budgétaires</b>	<hr/>	<b>22,5</b>
---	-------	-------------



ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

**Rémunération: 8,6**

. Ajustement du SCT :		
. Augmentation salariale	22,7	
. Réaménagement entre supercatégories	(14,1)	
		8,6

**Fonctionnement: 13,9**

. Ajustement du SCT :		
. Retrait de la tarification de la DGA (SCT)	(0,2)	
. Réaménagement entre supercatégories	14,1	
		13,9

Total des variations budgétaires	22,5
----------------------------------	------